

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 578 du 13.04 au 13.05.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

[Le Fatah et le Hamas officialisent leur réconciliation.](#)

[Washington refuse un Etat palestinien sur les frontières de 1967.](#)

[Tests politiques et militaires israéliens à Gaza.](#)

[« Israël » boucle la Cisjordanie et attaque les Palestiniens .](#)

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

3 Politique.

4 Politique Internationale

5 Les voisins

6 Monde

7 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

[7-1 Aide aux Palestiniens: Israël dénonce une "certaine incohérence" de l'UE .](#)

[7-2 Une ONG accuse Israël et l'Italie.](#)

[7-3 Colère palestinienne contre l'assassinat d'un militant italien pro-palestinien.](#)

8 Dossier

[8-1 Palestine Info : 750.000 Palestiniens kidnappés par Israël depuis 1967.](#)

[8-2 Spécial Egypte](#)

Tiré a part

Le Fatah et le Hamas officialisent leur réconciliation.

Le Fatah et le Hamas ont officialisé mercredi leur réconciliation lors d'une cérémonie au Caire. Le parti qui contrôle la Cisjordanie et celui au pouvoir dans la Bande de Gaza ont ainsi mis fin à quatre ans de conflits interpalestiniens.

"Nous tournons pour toujours la page noire de la division", a assuré le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas (Fatah), en promettant de se rendre "bientôt" en visite dans la Bande de Gaza, tenue par le Hamas.

Après de longues négociations sous médiation égyptienne, les deux factions palestiniennes ont finalement trouvé un accord le 27 avril. Le pacte qui scelle leur réconciliation a été signé mercredi. Il prévoit la création d'un gouvernement d'unité nationale pour assurer l'intérim jusqu'à la tenue d'élections l'année prochaine. Mais il laisse des points-clefs en suspens: qui contrôlera les forces de sécurité palestiniennes? Quelle attitude sera adoptée vis-à-vis d'Israël?

Le Fatah se montre plutôt conciliant avec l'Etat hébreu alors que les islamistes du Hamas refusent de reconnaître officiellement Israël.

Dès jeudi dernier, le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, ultranationaliste, a averti que l'Etat hébreu ne négocierait pas avec un gouvernement palestinien où serait représenté le Hamas.

L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, qui représente le Quartet (Etats-Unis, Union européenne, Nations unies et Russie) pour la paix au Proche-Orient, a pour sa part déclaré que le nouveau gouvernement palestinien devrait renoncer à la violence et reconnaître le droit d'Israël à exister. Un refus du Hamas pourrait remettre en cause des centaines de millions de dollars d'aide internationale aux Territoires palestiniens.

Soutenu par la Syrie et l'Iran, le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) est classé comme organisation terroriste par l'Union européenne, les Etats-Unis et bien sûr Israël, qui a été visé par de nombreuses roquettes tirées depuis la Bande de Gaza et a été victime d'attentats du Hamas.

Le Hamas honorera une trêve informelle avec Israël après la formation du gouvernement d'union nationale, ont affirmé mardi plusieurs de ses responsables. Cependant, il ne changera pas de position quant à la reconnaissance de l'Etat hébreu.

Mahmoud Abbas a défendu le pacte de réconciliation, malgré les menaces d'Israël de ne pas négocier avec un gouvernement incluant le Hamas. "Nous rejetons le chantage", a tancé le président de l'Autorité palestinienne. Le successeur de Yasser Arafat a décrit les membres du Hamas comme "des frères": "Nous pouvons avoir des divergences, et nous en avons souvent, mais nous parvenons toujours à un minimum de compréhension."

Le Hamas est prêt à "traduire les mots du pacte en actions sur le terrain", a assuré son dirigeant Khaled Méchaal, lors de la cérémonie au Caire. "Notre lutte est contre l'ennemi israélien et non contre les factions palestiniennes."

Le Hamas s'est emparé de la Bande de Gaza en juin 2007 en chassant le Fatah par les armes. Depuis, l'Autorité palestinienne ne contrôle plus que la Cisjordanie. Un gouvernement d'unité devrait faciliter la tâche de Mahmoud Abbas, qui souhaite faire reconnaître un Etat palestinien aux Nations unies en septembre, avec ou sans accord de paix avec Israël. Les négociations avec l'Etat hébreu se trouvent dans l'impasse depuis plus de sept mois.

04/05/2011

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/le-fatah-et-le-hamas-officialisent-leur-reconciliation/id-menu-957.html>

Washington refuse un Etat palestinien sur les frontières de 1967.

Les États-Unis ont annoncé leur refus de reconnaître officiellement un Etat palestinien sur les frontières de Juin 1967 sans un accord de paix avec l'entité sioniste .

En effet selon le porte-parole du département d'Etat, Mark Toner Washington ne croit pas que cette idée est bonne et efficace, soulignant que « les États-Unis poursuivent leurs efforts pour encourager les deux parties (ndlr : palestinienne et israélienne) à entamer des négociations directes une fois pour toute ».

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a auparavant affirmé que «les États-Unis comptent proposer une nouvelle initiative pour instaurer la paix entre les Palestiniens et les Israéliens."

Dans ce contexte le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu compte prononcer un discours devant le Congrès américain en mai incluant un plan pour faire avancer les négociations.

Selon les observateurs, le président Obama fait face à beaucoup pressions pour entamer une nouvelle initiative de paix ou pour qu'il s'oppose aux efforts palestiniens d'obtenir une reconnaissance par l'Assemblée générale des Nations Unies d'un Etat palestinien établi sur les frontières 1967 avec Jérusalem comme capitale.

Pour sa part , le président Mahmoud Abbas a déclaré à la veille de sa visite prévue ce Mercredi à Paris,qu'il souhaitait demander avis et soutien aux dirigeants européens dans la perspective de la création d'un Etat palestinien à l'automne, au moment de l'assemblée générale de l'ONU.

De son côté, le ministère français des Affaires étrangères a estimé que les Palestiniens sont "plus que jamais prêts à établir un Etat et à le gérer d'une façon crédible et pacifique"!

"Cette visite sera l'occasion d'évoquer les modalités possibles d'une reprise du processus de paix au Proche-Orient, ainsi que les perspectives de la prochaine conférence des donateurs pour l'état de Palestine, que la France souhaite organiser au mois de juin, afin de poursuivre, avec l'ensemble de la communauté internationale, sa politique de soutien actif à la mise en place des institutions du futur état", a indiqué Christine Fages.

21/04

<http://www.almanar.com.lb>

Tests politiques et militaires israéliens à Gaza.

La Bande de Gaza, soumise à un blocus inhumain depuis près de sept ans, est le théâtre d'une opération militaire israélienne qui a fait des dizaines de morts et de blessés, des civils pour la plupart. Bien que les organisations palestiniennes aient

clairement exprimé leur volonté de revenir à l'accalmie, Israël multiplie ses menaces d'une guerre totale.

Les Israéliens ont testé, à cette occasion, le Dôme d'acier, destiné à intercepter les roquettes de courte et moyenne portée. Le succès de ces batteries, dont le coût est exorbitant, est tout relatif, contrairement au tapage médiatique fait autour dans le but de remonter le moral de la population israélienne et de saper celui des adversaires, en Palestine et au Liban.

À travers cette escalade sans précédent depuis la guerre de l'hiver 2008-2009, l'État hébreu souhaite aussi tester la réaction de l'Égypte. Tel-Aviv veut en effet savoir jusqu'où ira la réaction du Caire en cas de vaste offensive contre Gaza après la chute du régime de Hosni Moubarak. La question est de savoir quelle est la profondeur et l'importance des changements survenus dans la position officielle égyptienne dans des sujets complexes et délicats. Pour l'instant, il apparaît que les généraux du Conseil militaire suprême s'en tiennent aux engagements du régime précédent et ont limité l'accès à la Bande de Gaza par l'Égypte aux produits de première nécessité et aux cas humanitaires, afin de répondre aux aspirations de la population et aux forces radicales de la révolution.

Toutes les options restent ouvertes à la lumière des résultats des tests israéliens. Et l'éventualité d'une guerre totale contre Gaza reste tributaire de l'attitude de la Syrie et du Hezbollah. Sur ce plan, Israël cherche à savoir à quel point les événements en Syrie et la campagne du 14-Mars contre le Hezbollah ont rétréci la marge de manœuvre des forces de la résistance et les ont privés de la capacité à prendre l'initiative.

Les prochains jours apporteront des réponses politiques à toutes ces interrogations. La poursuite des opérations militaires contre Gaza risque de faire bouger les choses en Cisjordanie, où l'armée israélienne a déployé des renforts supplémentaires et a entamé une vaste campagne d'arrestations, tout en lançant des mises en garde contre toute attaque contre ses forces.

Les mouvements palestiniens de résistance sont confrontés à un défi de taille à Gaza, en Cisjordanie et dans les territoires de 1948 : celui de montrer qu'ils sont capables de faire face à cette nouvelle agression et de produire une riposte politique à cette guerre d'usure qui peut se transformer, à tout moment, en opération d'extermination, surtout que les mesures du côté égyptien de la frontière de Gaza continuent d'assurer une couverture au blocus implacable imposé à ce territoire par l'alliance israélo-américaine.

Gaza

Cent vingt roquettes et obus de mortier ont été tirés depuis jeudi de la bande de Gaza en direction du territoire israélien, dont au moins cinquante pour la seule journée de samedi, a déclaré l'armée israélienne. Seulement huit ont été interceptés par le nouveau système antiaérien israélien « Iron Dome ». Le mouvement Hamas a déclaré de son côté avoir à lui seul tiré 60 projectiles sur Israël. D'autres groupes palestiniens ont également participé à cette offensive en représailles aux raids aériens israéliens contre Gaza. Au total, 18 Palestiniens ont été tués et près de 70 blessés, des civils pour la plupart, selon des sources médicales palestiniennes, depuis le début de cette nouvelle flambée de violence, jeudi. Des combattants palestiniens ont lancé dimanche matin trois obus de mortier et une roquette sur le sud d'Israël sans faire de blessé. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a menacé le Hamas de frappes encore « plus dures » si les groupes armés palestiniens continuent leurs attaques contre Israël. Cette escalade de la violence à la frontière de la bande de Gaza a fait craindre une incursion de l'armée israélienne dans l'enclave côtière deux ans après l'offensive « Plomb durci » de l'hiver 2008-2009 qui avait fait 1 440 morts côté palestinien, des civils en majorité, et 13 côté israélien. Le Hamas a pour sa part fait savoir qu'il ne souhaitait pas une escalade de la violence. « Les factions palestiniennes ne veulent pas d'une escalade », a déclaré à Reuters le porte-parole du mouvement palestinien, Sami Abou Zuhri. « Si l'agression israélienne cessait, il serait naturel que le calme revienne », a-t-il ajouté.

Source New Orient News (Liban)

17/04

<http://polymedia.skynetblogs.be/>

« Israël » boucle la Cisjordanie et attaque les Palestiniens .

L'armée de l'occupation israélienne a imposé samedi un bouclage strict de la à partir de minuit (21H00 GMT) jusqu'au mardi à minuit (21H00 GMT), pour la soi-disant fête de l'Indépendance d' « Israël ».

Cette fête correspond en effet à la proclamation de « l'Etat d'Israël », le 14 mai 1948 (selon le calendrier hébraïque), en d'autres termes, à l'usurpation de la Palestine.

Durant cette période, les Palestiniens ne seront pas autorisés à se rendre dans les territoires occupés en 1948, et les points de passage avec la Cisjordanie sont fermés.

Samedi, plusieurs Palestiniens ont été blessés au cours d'affrontements avec les forces de l'occupation israélienne dans plusieurs provinces et villages de la Cisjordanie pour protester contre la politique sioniste et la confiscation des terres.

Dans la ville de Jérusalem (al-Qods occupée), des affrontements ont éclaté, samedi soir entre des habitants et les forces de l'occupation dans la ville de "Issawiya" au centre de la ville sainte.

Des témoins ont déclaré que les soldats sionistes ont utilisé des balles en caoutchouc, des bombes assourdissantes et des engins incendiaires, des gaz toxiques et des gaz lacrymogènes contre les habitants.

Les affrontements se sont concentrés par ailleurs dans une région montagneuse soumise à une campagne de confiscation de terre par les colons sionistes, près de l'entrée orientale de "Issawiya". Les soldats israéliens y ont dressé un barrage pour surveiller et fouiller les habitants palestiniens.

Dans un contexte similaire, de nombreux citoyens ont suffoqué dans le village de "l'Irak Burin", au sud-ouest de Naplouse, après que les soldats de l'occupation ont lancé en leur direction des bombes lacrymogènes, au cours de la marche hebdomadaire pour protester contre la politique de la colonisation sioniste et la confiscation des terres.

Dans la ville d'al-Khalil, l'armée de l'occupation a dispersé par la force une manifestation populaire qui protestait contre les confiscations des terres dans leur ville. Plusieurs manifestants ont été blessés.

Par ailleurs, les entrées principales du village de "Beit-Amr" restent toujours fermées par les Israéliens pour le deuxième mois consécutif, empêchant le déplacement des citoyens.

08/05/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=14513&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=22&s1=1>

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Au jour le jour

Bande de Gaza

23 morts, en mai, à Gaza

Dans les attaques par missiles et aux obus de canon des militaires du régime sioniste, contre Gaza, en mai, 23 Palestiniens sont tombés en martyrs et 81 ont été blessés, a annoncé, aujourd'hui, mercredi, le haut Comité d'urgence et de situation extraordinaire, à Gaza, cité par Sana.

D'autre part, les militaires du régime sioniste ont arrêté 2 Palestiniens,, dans la province d'al-Khalil, en Cisjordanie.

05/05

<http://french.irib>

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	:	7.137	Palestiniens
blessés	:	54.865	
Internationaux blessés	:	2065	(chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)			
Arrêtés :	:	47.733	
En prison :	:	11.800	
Pacifistes en prison ou arrêtés	:	108	
Autres actes			
Journalistes tués	:	9	
Journalistes blessés	:	? + 38	
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	:	66.275	

2-2 Occupants:

Israéliens tués	:	1.215	
			(359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	:	6633	

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas: l'Autorité "s'effondrera" si l'occupation perdure indéfiniment

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a estimé que celle-ci "s'effondrerait" si Israël persistait dans son exigence de garder une présence militaire sur le territoire du futur Etat palestinien, dans une interview exclusive à l'AFP.

M. Abbas a précisé que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lui avait indiqué lors des négociations de paix en septembre 2010 vouloir maintenir une présence militaire "pendant 40 ans" dans la partie de la Cisjordanie qui longe la vallée du Jourdain, dans une interview accordée à l'AFP.

"S'il veut rester 40 ans, cela veut dire que c'est une occupation, donc il maintiendra son occupation", a-t-il déclaré, soulignant que M. Netanyahu avait rejeté les propositions de déploiement d'une force internationale, notamment de l'Otan, sur la frontière.

Dans cette hypothèse, "il n'y aura plus d'Autorité palestinienne, elle s'effondrera", a prévenu M. Abbas, qui a refusé à maintes reprises le maintien du moindre soldat israélien sur le territoire du futur Etat de Palestine.

En mars, M. Netanyahu avait réitéré sa volonté de conserver "une présence militaire israélienne" le long de la frontière entre la Cisjordanie et la Jordanie, seule en mesure, selon lui, d'"empêcher des infiltrations de terroristes et l'importation de roquettes en Cisjordanie".

"Notre frontière sécuritaire est ici sur la rivière du Jourdain et notre ligne de défense commence ici", avait-il affirmé.

17/04

Hamas

Sur le terrain.

Mechaal: "Nous sommes prêts à coordonner avec l'Égypte au niveau tactique et stratégique."

Le Chef du Bureau politique du mouvement de Hamas, Khaled Mechaal, et un certain nombre de dirigeants du mouvement ont rencontré une élite d'intellectuels et des penseurs égyptiens, au Caire, à l'occasion de réunions menées par le Hamas avec les responsables égyptiens .

Mechaal a remercié au nom du Hamas et du peuple palestinien, l'Égypte (Peuple et gouvernement) pour ses efforts dans la réussite de la réconciliation.

Le chef du bureau politique du Hamas a insisté sur la nécessité que l'Égypte rétablisse son rôle de leader dans la région, et a déclaré: "Nous sommes prêts à coordonner avec l'Égypte au niveau stratégique et tactique, l'une des nouvelles responsabilités de l'Égypte est d'établir une nouvelle stratégie dans le conflit".

Mechaal a ajouté: «Nous sommes fiers de ce qui s'est passé en Égypte et nous espérons que l'Égypte reprenne sa position et son rôle historique."

En réponse à une question sur les marches du quinzième du mois de Mai , que certains militants palestiniens et arabes ont l'intention de mener vers la frontière de la Palestine, Mechaal a exprimé son appui pour cette mobilisation populaire, qui sera un facteur puissant et une préoccupation pour l'occupation israélienne.

En réponse aux questions concernant le passage de Rafah et la situation à Gaza, le haut leader du Hamas a révélé que son mouvement et le Caire ont discuté de la situation du passage de Rafah, soulignant que le Hamas a été rassuré par les bonnes intentions avec les responsables égyptiens.

Pour leur part, les participants ont exprimé leur soutien à l'accord de réconciliation, lui souhaitant plein succès et l'application sur le terrain, faisant l'éloge de la fermeté du mouvement de résistance.

Notons que la réunion comportait des personnalités de haut rang dans la société égyptienne, religieuses, juridiques, artistes, et médiatiques, y compris, l'adjoint à l'ancien ministre égyptien des Affaires Abdullah Ashal, le journaliste éminent Hamdi Kandil, militant politique Magdi Hussein, l'artiste égyptien Abdel Aziz Makhyou, et l'arbitre international connu Dr. Ali Algti, et l'expert du droit international le conseiller Hassan Omar, député Gamal Zahran, et Charif al-Diwani, directeur du Forum "Moyen-Orient" (Middle East Forum) à Davos.

07/05/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=14483>

b) Politique Israélienne

Netanyahu

Sur le terrain.

Israël annule le droit de résidence de 140.000 Palestiniens.

Israël a révoqué le droit de résidence de 140.000 Palestiniens de Cisjordanie ayant séjourné à l'étranger entre 1967 et 1994 en utilisant une procédure confidentielle, a indiqué mercredi le quotidien Haaretz en citant des documents du ministère de la Justice déclassifiés.

Du début de l'occupation de la Cisjordanie après la guerre de 1967 jusqu'au début de l'application des accords d'autonomie palestinienne en 1994, les Palestiniens qui souhaitaient se rendre à l'étranger via la Jordanie devaient laisser leur carte d'identité au poste frontière situé sur le pont d'Allenby.

En échange, ils obtenaient une carte les autorisant à passer. Mais la validité de ce document était limitée à trois ans et ne pouvait être renouvelée que trois fois.

Les habitants qui ne revenaient pas en Cisjordanie dans les délais impartis entraient dans la catégorie de ceux qui "ne sont plus résidents", a ajouté le journal qui précise que les documents du ministère de la Justice n'évoquent aucune information qui aurait pu être fournie aux Palestiniens sur cette procédure.

Les Palestiniens pouvaient revenir chez eux six mois après l'expiration de la carte en faisant appel à une commission d'exemptions israélienne.

Interrogé par le Haaretz, le général de réserve Danny Rothshild, ancien coordinateur des activités israéliennes dans les territoires palestiniens de 1991 à 1995 a affirmé ne pas avoir été tenu informé de cette procédure durant l'exercice de ses fonctions.

"Si on ne m'a pas mis au courant à l'époque, il y a tout lieu d'imaginer que les habitants des territoires occupés ne l'ont pas été non plus", a affirmé cet ancien militaire.

Actuellement, une procédure du même type est appliquée pour les résidents de Jérusalem-Est, qu'Israël a annexée. Les habitants palestiniens, qui ont un statut de résident et détiennent une carte d'identité israélienne

contrairement aux habitants de Cisjordanie, perdent leur droit au retour s'ils séjournent durant plus de sept ans à l'étranger.

Quelque 130.000 Palestiniens sont actuellement inscrits sur une liste de ceux qui ne sont plus résidents.

Par ailleurs, le journal a indiqué qu'un nombre inconnu de Palestiniens de la bande de Gaza ont également perdu leur statut de résident, mais les statistiques les concernant restent secrètes.

Le Centre de Défense des Particuliers, une association israélienne, qui avait demandé la divulgation des documents du ministère de la Justice au nom de la loi sur la liberté de l'information, a estimé dans un communiqué que "l'Etat d'Israël devait réparer ses torts et restaurer les droits de résidence" aux Palestiniens.

12/05/2011

<http://polymedia.skynetblogs.be/archive/2011/05/11/israel-annule-le-droit-de-residence-de-140-000-palestiniens.html>

Sur le terrain.

Israël exploite l'eau de la Vallée du Jourdain au détriment des Palestiniens.

"Israël" exploite systématiquement les ressources en eau de la Vallée du Jourdain en Cisjordanie occupée au profit des colons israéliens et au détriment des Palestiniens, affirme un rapport publié jeudi par l'ONG israélienne B'Tselem.

"Israël a instauré un régime d'exploitation massive des ressources en eau de la Vallée du Jourdain et du secteur situé au nord de la mer Morte encore plus intensif que partout ailleurs en Cisjordanie qui révèle son intention d'annexer de facto cette région", affirme ce rapport.

"Israël a pris le contrôle de la plus grande partie des ressources en eau de la région et l'a presque entièrement dérivée au profit des implantations" juives, en violation du droit international qui prohibe l'exploitation par la puissance occupante des ressources naturelles en territoire occupé, dit encore ce texte.

Selon B'Tselem, quelque 9.400 colons juifs installés sur place ont été en mesure de développer une agriculture extensive en obtenant des quotas représentant un tiers des ressources en eau attribuées aux 2,5 millions de Palestiniens habitant la région.

"Vu le manque d'eau, les Palestiniens ont été contraints de négliger leurs terres arables et de s'adonner à des cultures moins rentables", ajoute le rapport qui accuse l'entité sioniste d'avoir pris le contrôle de 77,5% des parcelles de la Vallée du Jourdain, y compris des sites touristiques du rivage nord de la mer Morte.

B'Tselem a soumis ce rapport au ministère israélien de la Justice, et ce dernier s'est refusé à tout commentaire à ce sujet.

"Israël" a conquis la Cisjordanie, où se trouve la Vallée du Jourdain, lors de la guerre israélo-arabe des Six-Jours (juin 1967).

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=15093&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=22&s1=1>

Des colons incendient des magasins de Palestiniens à al Khali.

Les colons ont attaqué mardi à l'aube plusieurs magasins palestiniens dans le marché de Kazazeen de la vieille ville d'al Khalil (Hébron), avec des cocktails Molotov, ce qui a conduit à l'incendie de quatre d'entre eux avec le contenu des marchandises et des produits alimentaires.

Le pompier de la municipalité d'al Khalil a tenté d'entrer dans la vieille ville pour éteindre le feu, mais les forces occupantes les ont empêchés au motif que c'est une zone militaire fermée.

Des témoins oculaires parmi les habitants du quartier ont déclaré que des groupes de colons extrémistes sionistes lourdement armés se sont rassemblés avant la prière de l'aube et ils chantaient et criaient à l'occasion de leurs fêtes au centre du marché de Kazazeen. Ils ont commencé à danser et à crier fort des slogans racistes comme "*Mort aux arabes*", et ont fini leur manifestation en incendiant et attaquant les magasins fermés des Palestiniens.

L'un des propriétaires des magasins brûlés, Shaaban Hashlamoun, a déclaré que c'est la quatrième fois consécutive que les colons sionistes incendient son magasin en ajoutant : "*Nous sommes conscients que le but des colons qui incendient nos magasins est pour nous faire sortir de la vieille ville, et avoir le plein contrôle sur eux, mais c'est impossible, car nous resterons ici, même si cela conduit à notre martyre*".

Il a poursuivi : "*Ils nous avaient demandés de vendre nos magasins en échange d'importantes sommes d'argent, et l'un de leurs chefs nous a dit "voici un chèque en blanc", mais nous les avons chassés et nous leur avons dit que notre terre est plus chère que notre sang*".

27/04

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

Israël : la chasse aux "négresses" est ouverte.

Des milliers d'Israéliens ont défilé cette semaine dans un quartier de Tel-Aviv peuplé d'immigrés d'Afrique noire pour exiger du gouvernement l'expulsion immédiate de ces derniers.

Des Philippins ont, eux aussi, été pris à partie. Aux cris de « *Négresses voleuses et voleuses !* », « *Négresses criminelles, dehors !* » ou « *Israël n'est pas une poubelle !* », les manifestants, qui brandissaient des pancartes portant les mêmes revendications, ont pris à partie tous les vendeurs de rue à la peau noire qu'ils rencontraient sur leur passage.

Ni la presse occidentale ni les belles âmes donneuses de leçons du genre Bernard Henri-Lévy ou Alain Finkielkraut n'ont élevé la moindre protestation contre cette agression à caractère ostensiblement raciste. Barack Obama non plus ! Ce qui est tout de même étrange puisque lui, l'allié fidèle d'Israël, celui qui, après Bush, couvre toutes leurs exactions, se serait vu aussi menacé d'expulsion étant donné sa couleur.

On peut tirer deux réflexions de cette « *chasse aux négros* » :

□ voici des gens venus de partout à travers le monde (mais surtout d'Europe) qui, en 1948, ont expulsé la population palestinienne locale pour construire un État et qui aujourd'hui cherchent à réitérer cet acte scélérate à l'encontre des immigrés africains. Ils feignent donc d'oublier qu'ils étaient des immigrés il y a cinquante ans de cela.

□ depuis 2000 ans, ce sont les Européens les bourreaux des Israélites et non les Noirs, les Arabes ou les Asiatiques. De la destruction du Temple par les Romains dans l'Antiquité aux camps d'extermination nazis au XXe siècle, en passant par l'expulsion des Juifs d'Espagne en 1492, la création de ghettos en Europe de l'Est au XIXe siècle ou encore la rafle du Vel d'hiv' en France, c'est l'homme européen qui a ostracisé, ghettoisé et souvent pogromisé les fils de Sion.

Interrogés, certains manifestants ont déclaré qu'Israël est un pays occidental et qu'à ce titre, il n'a pas à accueillir la lie du Tiers-monde, tous ces porteurs de maladies telles que le sida, ces proxénètes et ces trafiquants de drogue venus du Nigéria, du Mali ou du Congo !!!

Sauf que Dachau et Auschwitz ne se trouvent pas dans un quelconque pays du Tiers-monde jusqu'à plus ample informé...

05/05/2011

<http://www.info-palestine.net/>

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

4-1 UNICEF: 1.9 million d'enfants palestiniens souffrent de l'occupation

L'Organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a confirmé que plus de 1.9 million d'enfants palestiniens souffrent encore des menaces de mort, des blessures, de la pauvreté, de l'expulsion, de la détention, de la détresse psychologique et de diminution au niveau de scolarité, et cela à cause des actions et mesures oppressives de l'occupation sioniste en Palestine occupée.

Dans un rapport publié, le lundi 25/4, L'UNICEF a déclaré: "La poursuite du blocus sioniste imposé contre la Bande de Gaza, depuis plus de 4 ans consécutifs, et les restrictions de circulation dans la Cisjordanie occupée menacent les moyens de la vie des familles palestiniennes et leur accès aux services principaux", en confirmant que le blocus est encore continu et les améliorations sionistes n'ont pas contribué à améliorer les situations de vie des Gazaouis.

82% des dommages dans les écoles de Gaza n'ont pas été réparés, en dépit du déroulement de deux années, après la guère de "Plomb durci" sur le secteur assiégé, à cause du manque grave aux matériaux de construction résultant du blocus sioniste persistant.

Dans le même contexte, elle a souligné que les barrages de l'occupation qui séparent les villes de la Cisjordanie, qui sont estimés à plus de 500 barrages, entravent l'accès des enfants aux écoles.

"L'UNICEF" a souligné que cela impose des difficultés supplémentaires sur le niveau d'éducation, où la grande majorité des écoles travaillent sur la base de deux périodes, assurant que le système de soins de santé à Gaza est incapable de fournir des services adéquats pour répondre aux besoins des habitants.

26/04/2011

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

3 Onu

4-2 Ban Ki-moon appelle Israël à débloquer les recettes fiscales de l'Autorité palestinienne

Lors d'un contact téléphonique avec le Premier ministre sioniste, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a demandé à celui-ci de verser les recettes des taxes dues à l'Autorité palestinienne. Depuis la signature de l'accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, le régime sioniste refuse de débloquer quelque 105 millions de dollars de recettes fiscales destinées à l'Autorité autonome.

07/05

<http://french.irib.ir/>

4-3 Commission Européenne

La Ligue Arabe demande aux Nations Unies l'instauration d'une « no-fly zone » sur Gaza.

Le Caire - Le conseil de la Ligue arabe a adopté dimanche une résolution qui invite le Conseil de sécurité [des Nations Unies] à se réunir immédiatement pour prendre la décision d'imposer un embargo sur les vols militaires israéliens au-dessus de Gaza.

Les attaques israéliennes sur Gaza ont tué 18 personnes et fait un grand nombre de blessés - Photo : Ismael Mohamad/UPI

L'agence de presse syrienne SANA a rapporté l'agence dimanche soir que l'initiative visait à protéger les civils non armés, à imposer la levée du blocus imposé sur la bande de Gaza, et le communiqué [de la Ligue Arabe] souligne le droit du peuple palestinien à résister à l'occupation israélienne.

L'initiative a été présentée par la Syrie, selon l'agence de presse.

Le conseil de la Ligue arabe a condamné « l'agression barbare délibérée » d'Israël contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, [agression commise] dans le cadre d'une série de « crimes répétés » violant le droit et les lois internationales, a indiqué l'agence SANA.

La Ligue Arabe a également exprimé son étonnement devant « le silence suspect » de la communauté internationale.

Sur place, en attendant, les dirigeants israéliens et les dirigeants de la résistance palestinienne ont exprimé leur disposition à un cessez-le-potential, après plusieurs jours de raids aériens israéliens qui ont abouti au massacre d'au moins 18 Palestiniens dans la bande de Gaza.

Ces meurtres ont été suivis de tirs de roquettes de la part de la résistance palestinienne.

Ma'an News

11 avril

Traduction : Info-Palestine.net

<http://www.maannews.net/eng/ViewDet...>

5 Les voisins

Turquie

La Turquie pour un Etat palestinien

L'ambassadeur turc à l'ONU a apporté le soutien de son pays à la proclamation unilatérale d'un Etat palestinien en disant « que l'Autorité Palestinienne montrait qu'elle était digne de devenir un Etat ».

Il s'agit d'un soutien officiel d'Ankara à la position arabe palestinienne entérinant un réchauffement des relations entre la Turquie et le régime israélien.

Ertugrul Apakan a profité d'un débat sur le Proche Orient pour déclarer « qu'il était temps que la Communauté internationale manifeste sa solidarité avec les Palestiniens et les aide à vivre de manière honorable et pacifique »

« Il s'agit d'une revendication légitime » a rajouté l'ambassadeur, « et l'Autorité Palestinienne a prouvé depuis longtemps à tous les sceptiques qu'elle était prête à prendre ses responsabilités et assumer les objectifs qu'elle s'est fixés ».

Ertugrul Apakan a également fait référence à l'expédition maritime qui doit partir de Turquie vers Gaza au mois de mai, et à dit « qu'il ne fallait pas considérer cela comme une provocation dans le but d'entraîner des violences ».

Il a implicitement accusé le régime israélien d'être le coupable dans le fait que tant d'expéditions « humanitaires » soient organisées en direction de la Bande de Gaza ».

25/04/2011

<http://www2.irna.ir>

6 Monde

1 Allemagne

Les chemins de fer allemands se retirent d'un projet en Israël

Deutsche Bahn s'est retiré d'un projet d'une liaison ferroviaire entre Jérusalem et Tel Aviv, a indiqué à l'AFP dimanche une porte-parole des chemins de fer allemands, sans vouloir en expliquer la raison.

Selon l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, la Deutsche Bahn aurait plié devant les pressions politiques: cette ligne, qui devrait au plus tard en 2017 relier les deux villes, est controversée, car elle traverse sur six kilomètres les territoires palestiniens de Cisjordanie. Et il y a quelques mois, des Palestiniens ont dénoncé l'engagement des chemins de fer allemands.

Funky Emoticones par puboclic.com

D'après le journal, le ministre allemand des Transports, Peter Ramsauer, a envoyé une lettre au patron de la Deutsche Bahn, Rüdiger Grube, lui signalant le caractère controversé du projet, ce qui l'aurait fait reculer.

01/05/2011

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/702256/Les_chemins_de_fer_allemands_se_retirent_dun_projet_en_Israel.html

Belgique

Dexia accusé de blanchir de l'argent sale dans les territoires occupés.

Dexia n'en a pas fini avec les ennuis découlant de sa filiale israélienne. Ce mercredi, lors de l'Assemblée générale à Bruxelles, une série d'actionnaires est bien décidée à secouer le cocotier. Notamment en accusant Dexia de « blanchiment d'argent sale ».

Depuis 2009, la plate-forme belge intitulée « Palestine occupée – Dexia impliquée » et qui groupe quelque 80

associations et communes belges fait campagne pour que Dexia cesse de financer, via sa filiale israélienne, la colonisation dans les territoires palestiniens occupés.

Le 6 avril dernier, le groupe franco-belge a annoncé que sa filiale Dexia Israël était à vendre, une information de nature à contenter tous ceux qui sont choqués par la situation. Mais, en attendant que cette vente ait lieu, les militants ne relâchent pas la pression. Mercredi 11 mai, 45 actionnaires concernés iront donc à l'Assemblée générale de Dexia pour interpeller Jean-Luc Dehaene, président de la banque, au passage 44 à partir de 14 h 30. Parmi les actionnaires, on trouve Eric David, ci-devant professeur bien connu de droit international à l'ULB. Ce dernier entend argumenter son propos selon le raisonnement suivant :

« Dexia Banque possède 66 % des parts de sa filiale israélienne Dexia Public Finance Israel (...) ; Dexia Israël finance (notamment par des achats de terrains et des constructions) les colonies israéliennes de peuplement implantées dans les territoires palestiniens occupés ; Ces implantations sont constitutives de crimes de guerre ; Le financement des colonies israéliennes rapporte des revenus à Dexia Israël (intérêts des emprunts consentis aux colons) et, par ricochet, à la société mère, Dexia Banque ; Comme ces revenus résultent de la contribution à un crime, ce sont des revenus d'origine illicite ; en détenant ces revenus, Dexia blanchit de l'argent sale. »

La balle sera donc dans le camp de Dexia.

BAUDOUIN LOOS

12/05/

<http://polymedia.skynetblogs.be/>

Sénégal

La Palestine invite le Sénégal et l'Afrique à aider à son adhésion à l'ONU

La Palestine invite le Sénégal, les pays d'Afrique et la Communauté internationale à aider son pays à mettre fin à l'occupation de ses territoires par Israël et à l'adhésion de la Palestine à l'Organisation des Nations unies (ONU), a annoncé un communiqué de presse de l'ambassade de Palestine à Dakar transmis jeudi dans la soirée à la PANA. Selon la même source, l'ambassade de Palestine lance cet appel au Sénégal pour son rôle de président en exercice de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et du Comité des Nations unies pour les droits inaliénables du peuple palestinien.

Elle invite ce pays, ainsi que «les gouvernements des pays frères d'Afrique et la Communauté internationale, à poursuivre efficacement leurs efforts, en soutien de la direction palestinienne, pour mettre fin au système d'occupation arbitraires imposés par Israël aux Palestiniens et pour une pleine adhésion de la Palestine à l'ONU, en tant qu'Etat souverain et indépendant», indique le texte, avant d'ajouter que «seule une telle démarche est susceptible de garantir la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, et permettra une paix durable et la coexistence pacifique».

Par ailleurs, la représentation diplomatique s'est félicitée «du succès des efforts déployés qui ont abouti à la signature, mercredi au Caire, en Egypte, de l'accord de réconciliation nationale entre les groupes politiques palestinien», à savoir le Fatah et le Hamas, indique le texte, ajoutant que cet accord permettra aux Palestiniens «de tourner pour toujours la page noire de la division».

«Cet accord met en place un mécanisme de gouvernance commune à travers un gouvernement de consensus composé de technocrates et de personnalités indépendantes, qui aura pour mission à la fois d'organiser les élections législatives, présidentielles, ainsi que celle du Conseil national Palestinien», indique le communiqué, avant de poursuivre: «Le nouveau gouvernement devra aussi se consacrer à la reconstruction de la Bande de Gaza».

«L'ambassade de l'Etat de Palestine au Sénégal rappelle que l'ensemble du peuple palestinien et sa direction sont plus que jamais déterminés et convaincus de l'inéluctabilité de la réalisation du projet national palestinien sur la base d'un Etat indépendant sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale», souligne la représentation diplomatique, avant d'ajouter qu'elle «salue le rôle crucial joué par l'Egypte et l'action visionnaire de pays amis tel que le Sénégal pour promouvoir la réconciliation palestinienne et la paix au Moyen Orient».

08/05/2011

<http://www.afriquejet.com/actualites/politique/la-palestine-invite-le-senegal-et-l%E2%80%99afrique-a-aider-a-son-adhesion-a-l%E2%70nu-2011050811133.html>

7 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1 Aide aux Palestiniens: Israël dénonce une "certaine incohérence" de l'UE .

Israël a dénoncé dimanche une "certaine incohérence" de l'Union européenne après la décision de Bruxelles de débloquer une aide de transferts de fonds destinés à l'Autorité palestinienne décrété par Israël.

"Cette décision est symptomatique d'une certaine incohérence de la part de l'UE qui considère le Hamas comme une organisation terroriste, l'usage qui sera fait de cet argent" par le prochain gouvernement palestinien, a affirmé à l'AFP un haut responsable gouvernemental.

Le responsable israélien a critiqué l'annonce vendredi par la Commission européenne du versement de 85 millions d'euros supplémentaires.

Cette mesure est intervenue quelques jours après la décision du gouvernement israélien de suspendre un transfert de fonds à l'Autorité palestinienne en attendant la réconciliation entre le Fatah du président Mahmoud Abbas et le mouvement islamiste du Hamas au Caire.

Israël a gelé le transfert d'une tranche mensuelle de 60 millions d'euros prélevés pour le compte de l'Autorité palestinienne sur des transferts aéroports.

Ces revenus fiscaux représentent les deux tiers du budget annuel de l'Autorité palestinienne. Le ministre israélien des Finances You

seraient débloqués que lorsqu'il aurait reçu l'assurance qu'aucune partie ne parviendrait au Hamas.

"Il est dommage que les Européens n'aient pas exigé du Hamas qu'il reconnaisse les conditions du Quartette avant de débloquer cette

responsable israélien.

Le Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, UE, Russie, ONU) exige que les Palestiniens reconnaissent Israël, les accords conc

violence.

Le Hamas se refuse jusqu'à présent à reconnaître l'Etat hébreu.

L'accord signé mardi par le Fatah, le Hamas et par l'ensemble des mouvements palestiniens, prévoit la formation d'un gouvernement

d'élections présidentielle et législatives d'ici un an.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon ainsi la France, mais aussi des membres du gouvernement israélien, tels que le minist

chargé de la Défense passive Matan Vilnaï ont critiqué le gel du transfert de fonds.

"Cette décision constitue une violation d'accords passés (avec les Palestiniens, NDLR). Dans cette affaire nous avons mis la charrue

de voir si l'argent n'était pas utilisé comme il fallait avant d'agir", a souligné M. Vilnaï.

08/05/2011

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/703026/Aide_aux_Palestiniens%3A_Israel_denonce_une

7-2 Une ONG accuse Israël et l'Italie.

Israël et l'Italie ont une responsabilité dans le meurtre de Vittorio Arrigoni, pacifiste italien militant de l'ONG International Solidar

retrouvé dans une rue de Ghaza, a indiqué hier Alfredo Tradarti, coordinateur d'ISM-Italie.

«Il y a des responsabilités spécifiques, politiques et morales d'Israël avec la complicité du gouvernement italien qui compte parmi s

cyniques», a affirmé M. Tradarti, cité par l'agence italienne TM news. Le meurtre de Vittorio Arrigoni, enlevé jeudi par des individ

nuit, a été vivement condamné hier par l'Autorité palestinienne qui a dénoncé un «crime odieux», et par Rome qui l'a qualifié de «m

faits sur le meurtre de ce militant, le coordinateur de l'ONG en Italie l'a qualifiée de «non fiable», relevant que «des gens ont parlé

sources ont rapporté que sa mort a été par suffocation». Il a écarté l'éventualité que le militant bénévole pro-palestinien italien «a été

fondamentaliste musulman» tel que rapporté par des médias.

«Il s'agit d'une attaque contre les activistes internationaux qui a des précédents», a-t-il relevé, en citant le cas de «Rachel Corrie, un

qu'elle tentait d'arrêter un bulldozer israélien à Rafah, et de Tom Hurdall, qui était également un bénévole de l'ISM qui est décédé

cause d'une balle dans la tête tirée par un sniper israélien». Le coordinateur a également mis en avant, concernant la mort du bénévo

morale d'Israël et ses complices», citant en particulier l'Europe et les Etats-Unis. M. Tradarti a affirmé en outre qu'il y a plusieurs

de tension», dans la région, évoquant «la confusion» qui règne à Ghaza, où «des dizaines de Palestiniens ont été tués».

Rédaction internationale

16/04/2011

http://www.elwatan.com/international/une-ong-accuse-israel-et-l-italie-16-04-2011-120710_112.php

7-3 Colère palestinienne contre l'assassinat d'un militant italien pro-palestinien.

Le meurtre de Vittorio Arrigoni, 36 ans, retrouvé mort à Gaza quelques heures après l'annonce de son enlèvement

à commencer par celle du Hamas et du Jihad islamique.

"Le gouvernement condamne ce crime atroce qui ne reflète pas nos valeurs, notre religion, nos coutumes et traditions, a affirmé le p

Hamas, Ihab al-Ghoussein.

Deux de ses ravisseurs présumés ont été arrêtés, selon un porte-parole des services de sécurité du Hamas.

Le Hamas a ajouté qu'il va traquer le reste des membres du groupe et appliquera la loi à leur rencontre.

Des militants se présentant comme «salafistes» avaient annoncé jeudi soir, dans une vidéo postée sur YouTube, avoir enlevé Vittor

l'expiration d'un ultimatum de 30 heures lancé jeudi à 08H00 GMT au gouvernement d'Ismaïl Haniyeh à Gaza. Ils réclamaient la lib

Hamas.

L'otage italien, journaliste, écrivain était un militant du mouvement pacifiste pro-palestinien International solidarity mouvement (IS

Une fondatrice du mouvement ISM, Houwada Arraf, a précisé que M. Arrigoni séjournait à Gaza depuis août 2008 et "était très cor

Depuis son arrivée en 2008 à bord du bateau "Gaza libre", il écrivait des rapports quotidiens sur les conditions difficiles des Palesti

blocus et les agressions sionistes.

La campagne européenne pour la levée du blocus pointe du doigt l'occupation

La campagne européenne pour la levée du blocus de Gaza a catégoriquement condamné cet assassinat.

Mohammed Hanoun, un membre de la campagne a accusé "Israël" d'être derrière ce kidnapping et cet assassinat.

«Nous n'excluons pas le fait que l'occupation israélienne soit d'être derrière cet enlèvement honteux et ait poussé ses collaborateurs

d'entraver l'arrivée des militants de la paix de "la flottille de Liberté 2".

Ce crime vise à entraver l'arrivée de la flottille de Liberté 2

«Ce crime féroce profite à l'occupant israéliens et sert leur agendas ayant pour but d'étouffer toute voix libre, au profit des droits du

part annoncé un groupe de personnalités gazaouis.

Selon eux, les libres partout et les proches de notre fameux Arrigoni s'interrogent aujourd'hui: A qui profite ce crime? Ils rappellent

moyens à empêcher les amis d'Arrigoni de lancer leur deuxième convoi humanitaire "Flottille de Liberté 2" destiné à se diriger vers

Notons que Vittorio Arrigoni avait été arrêté par l'armée d'occupation israélienne en accompagnant des pêcheurs de Gaza.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=11383&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=20&s1=1>

8 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Dossier Egypte

8-1 Palestine Info : 750.000 Palestiniens kidnappés par Israël depuis 1967.

Abdulnaser Farwana, spécialiste des prisonniers, a diffusé un rapport pour la Journée des prisonniers palestiniens, le 17 avril, qui établit que 750.000 Palestiniens, dont 12.000 femmes et 10.000 enfants, ont été kidnappés par Israël depuis 1967.

Dans son rapport, Farwana souligne qu'**Israël** a enlevé, sans discrimination, des enfants, des personnes âgées, des fillettes, des veuves, des mères, des malades, des personnes handicapées, des enseignants, des députés, des ministres, etc.

Il ajoute que l'enlèvement de Palestiniens est un événement quotidien et une pratique bien établie de l'occupation israélienne, et que dans leur grande majorité, les enlèvements et les détentions n'ont rien à voir avec des raisons de sécurité, mais qu'ils ont plutôt pour objectifs l'humiliation et la vengeance.

Le spécialiste affirme également que tous ceux qui ont été kidnappés ou détenus ont été soumis à une forme d'abus, d'humiliation ou de torture dans les prisons ou en public.

Ce rapport donne des statistiques sur le nombre de prisonniers palestiniens toujours incarcérés dans les geôles israéliennes ; il y a plus de 6.000 Palestiniens en prison, dont 820 ont été condamnés à perpétuité.

Parmi les prisonniers, il y a 37 femmes et 245 enfants de moins de 18 ans autres que ceux qui étaient des enfants lorsqu'ils ont été kidnappés et qui sont maintenant des adultes, précise le rapport.

Il y a aussi 180 prisonniers en détention administrative, sans charge ni procès, 12 députés et de nombreux officiels. 302 prisonniers sont en prison depuis de 17 ou 20 ans.

202 prisonniers palestiniens sont morts ou ont été tués depuis 1967, dont 70 sous la torture, 51 de négligence médicale, 74 ont été assassinés après leur libération et 7 ont été tués par balle dans les prisons.

D'autre part, les participants à un symposium politique sur les prisonniers palestiniens, qui s'est tenu hier, ont appelé à l'internationalisation de la question des prisonniers palestiniens.

Le symposium était organisé à **Gaza** par le collègue communautaire du tourisme et le centre médiatique Al-Hurriya, avec la participation de personnalités nationales, de juristes et de militants pour les droits de l'homme.

Farwana, qui était un des principaux participants à ce colloque, a dénoncé la Croix-Rouge pour sa passivité devant la souffrance des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes et son immobilisme pour mettre un terme aux mesures arbitraires prises contre eux par l'administration pénitentiaire.

Note ISM : Ce chiffre ahurissant de 750.000 palestiniens emprisonnés depuis 1967 représente environ 25% de la population totale des territoires occupés. Rapporté à la population française, il équivaudrait à 15 millions de Français... en 44 ans...

Source : [Palestine Info](#)

Traduction : MR pour ISM

[Palestine Info](#)

14 avril

8-2 Spécial Egypte

1 L'Égypte décide d'ajuster le prix du gaz vendu à 'Israël'

L'Égypte a décidé d'ajuster le prix de son gaz naturel exporté à l'entité sioniste, avec effet rétroactif.

Selon l'agence de presse égyptienne MENA, la décision prise par la Cour administrative suprême sera mise en application par « l'Egyptian General Petroleum Corporation ».

« L'ajustement prendra en considération les évolutions des prix du gaz dans les cours mondiaux du marché et se conformera aux indicateurs des prix du gaz sur le marché consommateur de gaz, a précisé le président adjoint exécutif du comité des affaires juridiques pour le pétrole, Wardani Tuni.

Il a souligné que l'application de cet accord sera rétroactive, pour englober toutes les quantités de gaz depuis le début de l'exportation, et adoptera un mécanisme de révision périodique des prix.

Mais Tuni n'a toutefois pas précisé quelle sera le prix actuel du gaz vendu à Israël, et n'a pas non plus précisé le mécanisme de l'accord rétroactif, et ce qui en découlera comme droits financiers redevables pour le Caire.

L'Égypte produit 6,3 milliards de mètres cubes de gaz par jour, qui sont transportés par gazoducs via la Jordanie vers l'entité sioniste.

En 2005, le gouvernement égyptien avait signé un accord controversé avec le gouvernement israélien pour lui exporter 1,7 milliards de mètres cubes de gaz par an pendant 20 ans, à des prix préférentiels, nettement inférieurs aux cours mondiaux. Le prix à la vente de ce gaz vacillait entre 70 cents et 1,5 dollars par million de Btu, tandis que le prix-coût s'élevait à 2,65 \$. Ce qui alors suscitait une campagne acharnée de la part de l'opposition égyptienne qui a appelé à annuler le contrat pour des raisons économiques et politiques, particulièrement celles ayant trait au conflit israélo-palestinien.

11/04/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=10583&cid=21&fromval=1&frid=21&seccatid=41&s1=1>

2 La frontière entre l'Égypte et Gaza bientôt ouverte, Israël troublé.

Deux jours après avoir parrainé un accord de réconciliation entre les frères ennemis palestiniens le Hamas et le Fatah, l'Égypte s'apprête à ouvrir de manière permanente la frontière avec Gaza afin d'alléger le blocus imposé par Israël à ce territoire.

L'Égypte va rouvrir de manière permanente la frontière avec Gaza afin d'alléger le blocus imposé par « Israël » contre ce territoire, a annoncé vendredi le ministre égyptien des Affaires étrangères, Nabil al-Arabi.

L'Égypte "va prendre des mesures importantes pour aider à alléger le blocus dans les jours à venir", a-t-il dit, précisant que son pays n'acceptera plus que le terminal frontalier situé à Rafah reste bloqué.

M. Arabi a qualifié de "honteuse" la décision de fermer ce terminal, seul point d'entrée de la bande de Gaza à ne pas être contrôlé par l'entité sioniste.

Dans une déclaration mercredi au quotidien indépendant al-Chourouq, M. Arabi a affirmé que son pays ne pouvait "pas ignorer la souffrance inhumaine du peuple palestinien à Gaza".

L'Égypte n'ouvrirait jusqu'ici qu'exceptionnellement le terminal de Rafah pour des raisons humanitaires, comme en février dernier notamment.

Le 11 février, lorsque le président égyptien Hosni Moubarak, un grand allié d'Israël, avait été obligé de céder le pouvoir sous la pression de la rue, des milliers de Palestiniens à Gaza avaient fêté son départ, espérant qu'il permettrait la fin du blocus du territoire.

Israël troublé

"Israël" est "très inquiet" de la décision de l'Égypte de rouvrir de manière permanente sa frontière avec Gaza, qui pourrait avoir des conséquences stratégiques pour la sécurité de l'entité sioniste, a déclaré à l'AFP un haut responsable israélien sous couvert de l'anonymat.

"Nous sommes très inquiets de la situation dans le nord du Sinaï où le Hamas a réussi à monter une dangereuse machine militaire, en dépit des efforts de l'Égypte pour l'en empêcher", a ajouté ce responsable gouvernemental.

29/04/2011

<http://www.almanar.com.lb>

3 L'Égypte lance une mise en garde à Israël

Le chef d'état-major des forces armées égyptiennes, Sami Annan, a mis en garde le régime sioniste contre toute ingérence du régime israélien dans la décision égyptienne de rouvrir le passage de Rafah, frontalier avec la bande de Gaza.

"La réouverture du passage de Rafah ne doit pas être un sujet de préoccupation pour Israël", a-t-il déclaré, cité par Press TV.

"Israël n'a pas le droit de s'ingérer, dans la décision égyptienne de rouvrir le passage de Rafah, car cela ne concerne que l'Égypte et les Palestiniens", a-t-il averti. Jeudi, l'Égypte a annoncé vouloir rouvrir le passage de Rafah. Depuis 2007, le régime sioniste impose un blocus à la bande de Gaza, peuplée d'un million et demi de personnes qui n'ont que trop souffert.

01/05

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/113047-legypte-lance-une-mise-en-garde-au-r%C3%A9gime-sioniste>

4 Nous n'avons pas peur des menaces du régime sioniste"

Le haut négociateur palestinien a déclaré que l'Autorité autonome palestinienne n'avait pas peur des menaces du régime sioniste.

Suite à la signature d'un accord initial de réconciliation, au Caire, par les représentants du Hamas et du Fatah, les États-Unis et le régime israélien ont lancé une mise en garde à l'Autorité autonome palestinienne. "Le parlement israélien a menacé d'annexer la Cisjordanie aux territoires occupés, en cas de la création d'un État indépendant palestinien, mais cela ne nous fait pas peur", a souligné Saeb Erekat. "L'État indépendant palestinien, sans Al-Qods, comme capitale, n'a aucun sens, et la paix ne sera pas possible, sans le retrait d'Israël de la partie Est de la ville d'Al-Qods", a-t-il souligné. Réagissant aux propos du ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, concernant l'accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, le haut négociateur palestinien les a qualifiés d'inacceptables et d'ingérence dans les affaires intérieures des Palestiniens. Le chef de la diplomatie israélienne a menacé l'Autorité autonome de mesures de rétorsion, suite à l'accord de réconciliation signé entre le Fatah et le Hamas.

Erekat

29/04/2011

<http://french.irib>

5 Manifestation anti-israélienne, en Égypte

Des milliers de personnes se sont rassemblées, devant l'ambassade d'Israël, au Caire, pour demander "la rupture des relations diplomatiques de l'Égypte avec Israël". Des centaines de fidèles, après la prière du vendredi, accompagnés par des manifestants, se sont rassemblés, également, sur la place Tahrir. Un drapeau israélien a été brûlé, sous des cris de haine, avant de demander la libération des territoires palestiniens. Les manifestants ont, également, appelé à la cessation de la vente de gaz égyptien à Israël, à l'ouverture du passage de Rafah et au droit de retour des réfugiés palestiniens.

07/05/2011

<http://french.irib.ir/>

6 "L'Entité sioniste: une menace à la sécurité nationale égyptienne".

Les Frères musulmans en Egypte ont déclaré par la voix d'un de leur chef Mohammad Habib que «l'entité sioniste est une menace à la sécurité nationale égyptienne voire à la sécurité nationale arabe».

Dans une interview accordée à la chaîne satellitaire iranienne arabophone, Mohammed Habib a déclaré que «les manifestations et les rassemblements vont se poursuivre devant l'ambassade de l'entité israélienne au Caire pour demander l'annulation des Accords de Camp David et l'arrêt définitif des exportations de gaz vers elle ».

Habib a souligné que «le peuple égyptien dans sa foi rejette fermement la normalisation avec l'entité sioniste dans tous les domaines politiques, économiques, sociaux et culturels».

Il a indiqué que «l'entité sioniste se prépare à une guerre totale dans la région parce qu'elle est incapable de vivre en sécurité que si elle jouit de la supériorité militaire par rapport à tous les pays arabes et islamiques»

Et d'ajouter que l'arrêt de l'exportation de gaz égyptien vers l'entité israélienne est une demande populaire, accepté par tous les partis politiques en Egypte, critiquant le Qatar pour l'exportation de son gaz à l'entité israélienne, à la place de l'Egypte, soulignant que l'exportation du gaz vers l'entité sioniste soutient et renforce sa politique d'agression contre la sécurité nationale égyptienne et arabe !

07/05/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=14453&cid=21&fromval=1&frid=21&seccatid=41&s1=1>

7 Un tribunal égyptien examine l'arrêt de la construction du mur d'acier avec Gaza. 10

Le Tribunal administratif du Conseil d'Etat égyptienne, dirigé par le juge Kamal al-Lamey, va examiner, mardi 10/5, une plainte pour l'arrêt de la construction du mur d'acier entre l'Egypte et Gaza, qui a accueilli un groupe d'avocats et de militants politiques.

Un certain nombre de militants politiques égyptiens, ont mis en place trois actions en justice contre Ahmed Nazif, ancien premier ministre égyptien, pour l'abolition de la décision de construire le mur.

Selon le procès, le gouvernement égyptien n'a pas annoncé la construction du mur, comme l'avait annoncée l'occupation sioniste que le mur sera établi par le financement et équipements américano-européens, d'une épaisseur de clôture de fer d'un demi-mètre et une profondeur de 20 mètres et de 10 km de longueur de séparer entre l'Egypte et Gaza, empêchant l'extension des tunnels qui ont été utilisés par les Gazaouis , après l'imposition de l'embargo sioniste sur eux depuis 2007.

Citant dans leurs revendications à l'interprétation contraire de la paroi des principes du droit international qui régit les relations internationales au moment des guerres et des conflits armés, et les règles de «La Haye» de 1907, qui insistent sur le respect des lois et coutumes de la guerre sur terre, et de réglementer l'usage de la force, et l'interdiction de la destruction des biens des Parties au conflit, ainsi que la violation de la Quatrième Convention de Genève , portant sur des civils et les protégés en cas de guerre, décrivant la nature de la gouvernance dans les zones de conflit et de maintenir la situation juridique existant dans la région pendant son occupation.

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19
